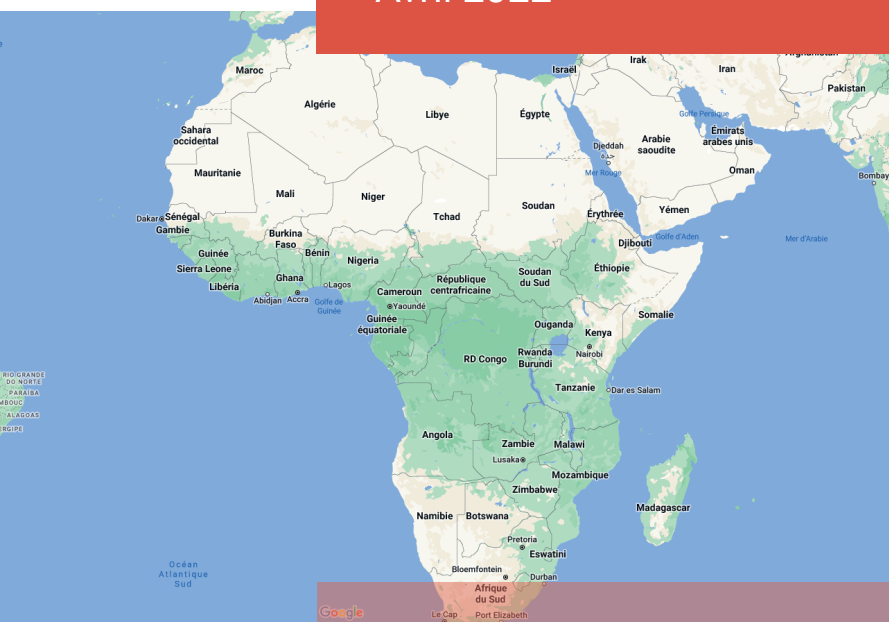


NOTE D'ANALYSE POLITIQUE

N° 100

Avril 2022



Thinking Africa

LES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES EN AFRIQUE : « GRANDEUR » ET « FRAGILITÉ » DU COMMENCEMENT A PARTIR DE LA PENSÉE DE FABIEN EBOUSSI BOULAGA

DR. BADIÉ HIMA

www.thinkingafrica.org

BIOGRAPHIE

Dr Badié Hima a fait des études doctorales en philosophie morale et politique, précisément sur la théorie critique de l'École de Francfort. Menée par des penseurs comme Adorno, Horkheimer, Walter Benjamin, Erich Fromm, Ernest Bloch, Herbert Marcuse, Habermas, pour ne citer que ceux-là, l'École de Francfort, fondée autour des années 1923, fut à la fois un École doctrinale, un Institut de recherche (on l'appellerai aujourd'hui, « Think Tank »), et un mouvement intellectuel en faveur de la liberté et contre toutes les formes d'instrumentalisation et de manipulation idéologique, à l'œuvre au sein de la société par les moyens du pouvoir, de la science et de la technique.

Membre fondateur de l'Association Nigérienne pour la Défense des droits de l'homme (ANDDH), dans les années 1992. Il a parallèlement enseigné pendant 24 ans au Lycée et à l'Université.

De 2009 à 2011, il a servi comme Directeur Résident du National Democratic Institut (NDI) au Togo. Depuis Janvier 2012, Dr Badié Hima est Directeur Résident Senior du NDI au Mali et à ce titre, il coordonne les programmes de l'Institut dans les domaines du renforcement de la gouvernance démocratique en général, de la gouvernance du secteur de la sécurité, du genre, de la redevabilité sociale, des élections, du renforcement des parlements et de la société civile.

Dr Badié HIMA a pris part à plusieurs rencontres internationales sur les droits de l'Homme (dont les sessions de la Commission Africaine des Droits de l'Homme et des peuples (CADHP), la Conférence des Nations Unies de Durban contre le racisme, la discrimination raciale, la xénophobie et l'intolérance) et participé à des missions d'enquête internationale sur les droits de l'homme au Niger et au Libéria pour le compte de l'ANDDH et de la Fédération Internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH).

RÉSUMÉ

La démocratie en Afrique : où en est-on ? Si elle se définit comme le régime de la liberté, quel est l'état de maturité institutionnelle des systèmes politiques mis en place au lendemain des Conférences Nationales Souveraines ? En témoignage et en hommage à Fabien Eboussi Boulaga, nous nous appuyons sur le travail et les réflexions qu'il a consacrés à ce sujet. Deux textes majeurs nous permettent de faire cette analyse : *Les Conférences Nationales en Afrique Noire. Une affaire à suivre* et *La Démocratie de transit au Cameroun*. Tous deux furent publiés aux lendemains de ces événements majeurs sur le continent africain, en 1993 et 1997. Notre analyse ne manquera pas non plus de se référer à d'autres textes importants de Eboussi Boulaga, qui permettent d'avoir une compréhension beaucoup plus globale de ce que j'appellerai, à juste titre : la philosophie politique du philosophe camerounais. Il n'est pas possible de dégager l'intelligibilité complète de ces deux essais politiques sans faire le lien avec d'autres textes, d'une parution bien antérieure, comme *La Crise du Muntu* (1977), *Christianisme sans fétiches* (1981) et *A contretemps : l'enjeu de Dieu en Afrique* (1991), dont ils sont le prolongement philosophique. Si *Lignes de résistance* est publié en 1999, *Les conférences nationales en Afrique noire* ont ouvert une brèche. «Elles ont l'indéfinissable grandeur des commencements, dira -t-il. Car, comme le tient le bon sens, en toutes choses, c'est le point de départ qui est le principal et, partant, le plus difficile. Il est ensuite plus facile d'ajouter et de développer, voire d'améliorer, quand on a compris l'originalité en même temps que la fragilité du commencement »¹. Ce sont les lignes de force qui ouvrent la conclusion de l'ouvrage de Fabien Eboussi Boulaga intitulé « *Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire. Une affaire à suivre* ». Dans la marche vers le renouveau démocratique, Eboussi Boulaga a voulu être un témoin. C'est ainsi qu'il analyse ce qu'il appelle « l'indéfinissable grandeur des commencements » et en même temps la « fragilité ».

Cette contribution se veut un hommage à l'homme, au philosophe et à l'intellectuel africain engagé que le jeune étudiant que nous avons été a abondamment lu, avant de le rencontrer au cours de notre carrière d'enseignant de philosophie, comme collègue, faisant ses petits pas dans le corps de métier, auprès des anciens de la corporation. Dans cet hommage au philosophe camerounais, nous nous attachons dans un premier temps à comprendre **l'homme, le philosophe et l'intellectuel africain** (I.) Puis, nous examinons comment il explique son engagement politique : « **Fouler hardiment et à découvert le champ politique...une manière d'apéritif** » (II). Ensuite, nous examinons **les quatre « théorèmes de la déchéance » de l'Etat africain** (III). Ce sont ces « théorèmes » qui constituent aux yeux de Eboussi Boulaga la justification, ou mieux, « la raison d'être » des conférences nationales souveraines en Afrique, selon sa propre expression. Il sera enfin aisé de conclure sur ce qu'il a appelé la « **grandeur** » et la « **fragilité** » du commencement (IV).

1 Fabien Eboussi Boulaga. *Les Conférences Nationales souveraines en Afrique Noire. Une affaire à suivre*, Karthala. 2009. p. 173.

MOTS CLÉS

Conférences nationales souveraines, la transition démocratique, la démocratie de transit, la grandeur et la fragilité du commencement, la révolution copernicienne, l'intellectuel, le philosophe.

ABSTRACT

Democracy in Africa: where do we stand? If democracy is defined as the regime of freedom, what is the state of institutional maturity of the political systems put in place after the National Sovereign Conferences? As a testimony and a tribute to Fabien Eboussi Boulaga, we will draw on his work and thoughts on this subject. Two major texts allow us to make this analysis: *Les Conférences Nationales en Afrique Noire. An affair to follow* and *The Democracy of transit in Cameroon*. Both were published in the aftermath of these major events on the African continent, in 1993 and 1997. Our analysis will not fail to refer to other important texts of Eboussi Boulaga, which allow us to have a much more global understanding of what I will rightly call the political philosophy of the Cameroonian philosopher. It is not possible to get a complete understanding of these two political essays without making the link with other texts, published much earlier, such as *La Crise du Muntu* (1977), *Christianisme sans fétiches* (1981) and *A contretemps : l'enjeu de Dieu en Afrique* (1991), of which they are the philosophical extension.

If *Lines of Resistance* is published in 1999, the National Conferences in Black Africa have opened a breach. They have the «the indefinable greatness of the beginnings», he will say. For, as common sense holds, in all things, it is the starting point that is the most important and, therefore, the most difficult. It is then easier to add and develop, even to improve, when one has understood the originality as well as the fragility of the beginning. These are the main lines that open the conclusion of Fabien Eboussi Boulaga's book entitled «*Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire. Une affaire à suivre*». In the march towards democratic renewal, Eboussi Boulaga wanted to be a witness. Thus, he analyzes what he calls «the indefinable greatness of the beginnings» and at the same time the «fragility».

This contribution is a tribute to the man, the philosopher and the committed African intellectual that the young student that we were has read extensively, before meeting him during our career as philosophy teachers, as colleagues, taking his first steps in the profession, among the elders of the corporation. In this homage to the Cameroonian philosopher, we first seek to understand the man, the philosopher and the African intellectual (I.) Then, we examine how he explains his political commitment: «Treading boldly and openly in the political field...a kind of aperitif» (II). Next, we examine the four «theorems of decay» of the African state (III). It is these «theorems» that constitute in the eyes of Eboussi Boulaga the justification, or better, «the *raison d'être*» of sovereign

national conferences in Africa, according to his own expression. Finally, it will be easy to conclude on what he called the «greatness» and «fragility» of the beginning (IV).

KEY WORDS

Sovereign National Conferences, the democratic transition, transit democracy, the greatness and fragility of the beginning, the Copernican revolution, the intellectual, the philosopher.

I. EN GUISE D'INTRODUCTION : FABIEN EBOUSSI BOULAGA, L'HUMANISTE, L'INTELLECTUEL ET LE PHILOSOPHE ?

Comment rendre hommage à Eboussi Boulaga ? La voie royale me paraît être de respecter la parole du philosophe : répondre à une demande explicite qu'il a formulée lui-même. Si les Conférences Nationales Souveraines ont ouvert les chemins de la longue marche de la démocratisation des sociétés africaines dans les années 1992, dès 1993, Fabien Eboussi Boulaga lance un vibrant appel avec l'ouvrage *Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire : Une affaire à suivre*.² Trente ans après ce que Eboussi Boulaga a appelé « la grandeur » et la « fragilité » du « commencement », il est possible de répondre à son appel. Et sur cette voie, nous nous proposons de coller aux textes afin de mieux retranscrire la parole de Fabien Eboussi Boulaga.

Comment rendre hommage à celui qu'on peut présenter comme l'un des meilleurs intellectuels du continent, par la rigueur scientifique, l'originalité de ses œuvres, le rapport critique à sa société, l'engagement intellectuel pour le changement et une philosophie ancrée dans le réel ? De l'homme, mon unique souvenir est ce *Colloque International sur la Société Civile en Afrique* auquel nous avons participé en 1996 à l'Université d'Abidjan. Organisé par le département de philosophie, il a réuni philosophes et historiens du continent, dont les philosophes ivoiriens Niamkey Koffi, Dibi Kouadio Augustin et Yacouba Konaté. Le jeune enseignant de philosophie que j'étais n'a pas manqué de trouver des moments de dialogue avec son aîné. Le souvenir d'une marche sur une rue marchande et populaire, au petit soir, avec le philosophe camerounais et certains participants venus du continent, est resté gravé dans ma mémoire. Le verbe de Eboussi Boulaga frappe par une rigueur, pénétrée d'une humilité et d'une sérénité imperturbable, qui finissent par mettre une touche de relativité dans ses jugements. Il est conscient que la vérité est relative, donc collective et construite à travers le dialogue. « La vérité n'est pas donnée ». « Elle est à faire pour chacun ici et maintenant, avec les autres, à ses risques et périls ».

2 « A suivre ». Il explique qu'il faut aller au-delà de « l'anecdotique » et « saisir la portée universelle » de l'évènement, en constituant l'ensemble des ressources des conférences sur le continent, en constituant un corpus dans le cadre d'une recherche scientifique. « A suivre » signifie également suivre les développements, autrement dit, comment les principes et les valeurs fondatrices se matérialiseront dans la vie réelle des populations, comment le système de liberté à construire mettra fin aux souffrances des populations, à la violence à la torture.

Ce sont des phrases fortes qu'il utilise dans *A Contretemps : L'enjeu de Dieu en Afrique*. D'où l'importance qu'il donne au dialogue, à « la conversation commune », « aux débats citoyens ».

Intellectuel et philosophe ? Eboossi Boulaga en forge une opinion atypique. S'il a brillamment contribué à la production philosophique en Afrique, au sein d'une génération constituée de Marcien Towa, Ebéner Ndjo-Mouelle, Alexis Kagame, Cheikh Anta Diop, Alassance Ndaw, et de bien d'autres (la liste est longue), il est loin de se réclamer philosophe. Deux interviews accordées par Eboossi Boulaga permettent de comprendre comment il définit le philosophe et l'intellectuel, et en particulier leur rôle et leur responsabilité sociale. Ces deux interviews constituent un véritable testament qui traduit la vision du philosophe pour le continent. Il s'agit de l'entretien accordé à Nadia Yala Kisudiki et de celui accordé au Think Tank « *Thinking Africa* » fondé par le politologue comorien Dr. Said Abass Ahamad. Parlant de la méthode employée dans son texte *La crise du Muntu*, il dira ceci dans l'interview qu'il accorde à Nadia Yala Kisudiki : « l'ouvrage porte au-delà de son lieu de naissance: sa méthode pourrait s'appliquer à d'autres territoires et il indique comment faire sien le langage de l'autre. Est-il philosophique ? Ne l'est-il pas ? Libre à chaque lecteur d'en décider. Il nous suffit d'avoir fait acte de penser et de lucidité ». Et quand Nadia Yala Kisudiki lui pose la question « Qu'est-ce que cela implique pour votre pratique de la philosophie, et/ou pour la production de signification engagée par tout discours dans le champ du savoir ? »³, il répond :

J'ai toutefois une idée de ce que n'est pas le philosophe, mais je n'ai pas d'idée positive de ce qu'il est, de ce qu'il peut-être aujourd'hui. Cette idée ne renvoie pas, en tout cas, à celle de l'enseignement de la philosophie-apprendre les concepts, faire une dissertation-où le philosophie n'est qu'un fonctionnaire de l'Etat, qui détaille l'idéologie de ce système. Je ne me suis jamais senti lié à la corporation des philosophes. Je ne suis pas un philosophe « professionnel », un fonctionnaire de la philosophie, de sa tradition et de sa vérité. Je veux ainsi m'amuser comme individu dans une fantaisie satirique comme les « ventriloques », sans quelque obligation de réserve, de peur de porter atteinte au « sérieux » de la philosophie. J'ai enseigné la philosophie pour avoir un gagne-pain, une insertion sociale. Après cela ou entre-temps, j'ai fait des choses que les gens relient à la philosophie. Je caractérise ma pratique comme une façon de participer à la conversation commune et « aux débats citoyens ». Je participe à la conversation générale, persuadé que la philosophie n'a pas d'objet spécifique ou propre. Elle est dans la manière d'ouvrir les questions et les opinions des autres et de soi-même à l'échange, à la confrontation, à l'interaction et à l'œuvre commune de la production, de la protection, de la promotion et de la diffusion de l'humain. Le lieu de la philosophie est lieu commun constitué par les événements, parce que se passe, par ce que les uns et les autres évaluent, prescrivent, louent ou blâment, proposent ou interdisent, dans le présent.⁴

3 Nadia Yala Kisudiki. Entretien avec Fabien Eboossi Boulaga, in « Poursuivre le dialogue des lieux ». *CAIRN Info*, 2014/2

4 Op. cit. pp. 86-87.

C'est ainsi qu'il nous semble que nous devons mettre l'abondante production philosophique de Eboussi Boulaga au compte de la participation à « la conversation commune » et « aux débats citoyens ». Il ne se réclame pas philosophe et pourtant, il pose les pieds dans les débats houleux sur l'existence d'une philosophie africaine en publiant en 2011, *L'Affaire de la philosophie africaine. Au-delà des querelles*. Après un demi-siècle de palabres qui ont retardé la production philosophique en Afrique, il faut aller « au-delà des palabres ». Il faut prouver le mouvement en marchant. Mieux, *La Crise du Muntu. Authenticité africaine et philosophie* est une critique radicale de l'ethnophilosophie et un plaidoyer pour une pratique de la philosophie africaine comme pensée critique. L'émergence du Muntu « n'est pas la reconstitution d'un être paléontologique, à partir des restes fossilisés (folklorisés) de ce qu'on nomme sa culture »⁵dit-il.

De l'intellectuel considéré comme relevant d'un statut ou d'un privilège particulier, il ne s'en réclame pas. « Etre intellectuel n'est ni attribut individuel ni propriété privée »⁶ ; « l'intellectuel est celui qui peut. Il participe d'un pouvoir. Le pouvoir est une relation triadique : une personne produisant sur une autre un comportement, une attitude, une action, en raison de son intervention socialement reconnue comme valide, dans un domaine défini ».⁷ La reconnaissance sociale de l'intellectuel est par conséquent le produit de son engagement au sein et pour la société. Il oriente le dialogue, le débat citoyen. Ainsi sa production scientifique est une production sociale, un produit collectif. On comprend dès lors le lien des textes de Eboussi Boulaga avec les problèmes de son temps concernant la philosophie, la religion, l'économie, l'Afrique, la gouvernance, la démocratie et les transitions. Il se définit par le courage de la vérité, à l'instar du « diseur de la vérité », et par le « risque de la vie pour la vérité » comme dirait Hannah Arendt dans *La Crise de la Culture*⁸. L'intellectuel est chez Boulaga, le témoin radical de son temps, il met le doigt sur la souffrance, il fait la critique des offres religieuses et politiques. Il prend « le risque d'écrire jusqu'à en payer les conséquences ». C'est ainsi qu'il est reconnu comme tel par la société, par son temps. L'homme, le Muntu, l'intellectuel, le philosophe a une responsabilité unique. « Le Muntu, dit Eboussi Boulaga, est l'homme dans la condition africaine et qui doit s'affirmer en surmontant ce qui conteste son humanité et la met en péril. C'est à lui de faire l'évaluation de sa situation, de ce avec quoi et contre quoi il a à compter pour se faire une place, sa place dans un monde commun, dans le dialogue des lieux en quoi il consiste concrètement ».⁹ Au regard de ce qui précède, l'intellectuel doit entretenir un rapport critique permanent avec sa société. De la religion à la politique, Eboussi Boulaga s'est voulu un « témoin radical ». Dans *La démocratie de transit au Cameroun*, il évalue de manière critique la situation de son propre pays, le Cameroun, à travers une monographie critique de sa transition politique. C'est « l'exhortation à

5 Boulaga. *La Crise du Muntu. Authenticité africaine et philosophie*. Présence africaine. p. 15.

6 Nadia Yala Kisudiki, Entretien avec Fabien Eboussi Boulaga. p. 88.

7 Op. Cit. p. 88.

8 Hannah Arendt. *Crise de la Culture*, Paris: Gallimard. 1972. p. 317.

9 Achille Mbembe. « Penser africain : raison, identité et liberté », Interview de Fabien Eboussi Boulaga. *Esprit*, numéro 330 (12) Décembre 2006. pp. 106-116 (11 pages), Editions Esprit.

penser ce qui se passe »¹⁰ tel qu'il le dit avec insistance dans *Les Conférences Nationales Souveraines*. Il faut « garder en mémoire les événements » et « s'y référer comme à ce qui donne à penser et à débattre. L'amnésie est une maladie qui enferme dans une incohérence répétitive, prive des bienfaits de l'expérience cumulative ». ¹¹ Le récit des événements, à la fois de la transition au Cameroun ou des Conférences nationales procède d'une double démarche : toute analyse critique, toute évaluation doit reposer sur les faits. Dans *La Démocratie de transit*, il dira : « Notre narration n'est pas un reportage neutre et ne saurait l'être ». ¹² A la question posée par Achille Mbembe et Célestin Monga : Les Conférences Nationales et la construction de « la relation de liberté », que reste-t-il aujourd'hui ? Il répondra : « Des conférences nationales, il reste un goût d'inachevé. Aucune d'elles n'a sondé les abîmes qu'elle a ouverts sur un mode de gouverner par le meurtre, la torture et la terreur. L'Afrique du Sud est-elle l'exception qui confirme la règle ? Je ne sais pas ». ¹³ De la situation politique de son pays, il dira :

Le Cameroun fournit le « cas extrême de l'immobilité opiniâtre s'attachant au droit politique positif d'une situation disparue. Il s'y étale quotidiennement cette « chose qui n'est ni chair ni poisson, sans couleur et sans goût » où s'expriment la « nullité et l'irréalité de la vie politique ». La crainte prévaut ici que tout « en sentant que les choses sont ébranlées, on ne fasse rien d'autre que d'attendre avec confiance et aveuglement la ruine de l'ancien édifice, partout lézardé, attaqué dans ses fondements et de se laisser broyer quand la charpente s'effondre. ¹⁴

Dans le chapitre XI de *La démocratie de transit au Cameroun*, il analyse le fonctionnement de la justice dans son pays. Il se pose entre autres les questions suivantes : l'état de la législation, l'organisation de l'institution judiciaire, comment la constitution et les lois sont appliquées et deviennent effectives dans les cas particuliers et individuels ? « Que faire pour que les règles obtiennent force de loi » ? Il confirme « l'affirmation selon laquelle le Cameroun est un Etat de droit ». Elle est « littéralement vraie » ¹⁵. Mais il dira :

Une telle richesse législative et juridique n'est plus de nature à nous impressionner. Nous savons qu'elle n'est pas le résultat d'un travail sur soi, de tractations internes d'un corps politique, gérant ses conflits, ses contradictions, parvenant à des compromis et à des « conventions collectives ». Elle est adoptée ou produite à usage externe pour se faire reconnaître comme Etat sur le plan international. Au-dedans, ces lois ne sont pas l'objet d'une grande vénération et n'intériorisent

10 Fabien Eboussi Boulaga. *Les Conférences Nationales en Afrique noire. Une affaire à suivre*, op. cit. p. 9

11 Fabien Eboussi Boulaga, *La démocratie de transit*. op. cit. p. 7.

12 *Ibidem*.

13 Achille Mbembe et Célestin Monga. « Penser africain : raison, identité et liberté ». op. cit. p. 115.

14 Fabien Eboussi Boulaga, *Les Conférences Nationales en Afrique noire. Une affaire à suivre*, op.cit, p.8-9

15 Fabien Eboussi Boulaga, *La démocratie de transit*, op. cit. p. 286.

ni par la connaissance ni par la pratique ¹⁶.

Si l'aspiration à la liberté, à l'état de droit est aussi vieille que le continent à travers les luttes héroïques des peuples africains à travers les âges, les conditions de l'avènement de l'ouverture démocratique à partir du sommet de Baule ont donné l'impression d'un processus importé du dehors. Quand l'ancienne métropole conditionne l'aide au développement à la démocratisation, les Conférences Nationales qui suivirent ont donné l'impression que le processus n'est pas « le résultat d'un travail sur soi », « c'est un usage externe », donc destiné à la communauté des bailleurs pour respecter les conditionnalités de l'aide. En plus, n'étant pas le produit d'un « travail sur soi », de « conventions collectives », les textes élaborés et les institutions issues ne sont pas le produit d'une autolégislation qui leur aurait donné l'adhésion des communautés qui n'ont donc pas été consultés sur les choix et sur leurs besoins réels. La seule légitimité était les connaissances et les compétences théoriques des « conférenciers nationaux » qui représentaient les différentes corporations socio professionnelles ou organisations politiques.

Mieux, la durée de l'événement fut trop courte pour une institutionnalisation politique à même de respecter les critères huntingtonniens de l'adaptabilité, de la complexité, l'autonomie et la de cohérence qui auraient permis d'asseoir les bases d'un système démocratique résilient doté d'institutions fortes. La Démocratie de transit sera un exemple pour appuyer son analyse du processus.

La pensée de Eboussi Boulaga est une évaluation structurelle de la situation en Afrique. Il reste toujours tourné vers la réflexion sur les changements que les sociétés africaines doivent impérativement opérer pour « exister ». Comme témoin radical de la souffrance, la religion n'échappe pas à sa critique. Il ne s'empêche pas d'aborder la question religieuse en Afrique, à laquelle il consacre l'ouvrage à *Contretemps*:

La vérité n'est pas donnée dans une parole intemporelle, hors des vicissitudes de l'histoire. Elle est à faire pour chacun ici et maintenant, avec les autres, à ses risques et périls. Il faut avoir le courage de poser des questions de fond, sur la nature de l'Eglise, le sens du christianisme, au lieu de se réfugier dans le psittacisme dogmatique et le biblisme, de se contenter de replâtrages, d'adaptations régionales et superficielles dictées par un centre extérieur.¹⁷

De la religion, il critique son inadaptation, sa fermeture. Elle est également inadaptée, son dogmatisme. Il s'agit ici aussi, comme pour les systèmes politiques, de « replâtrages, d'adaptations » « dictées de l'extérieur ». La religion n'est pas pour soi, elle n'est pas par soi. Elle est une extranéation qui plane au-dessus du contexte et des réalités. Elle est étrangère aux hommes. « *Il n'y a pas de projet mobilisateur : on observe partout l'incohérence des actions et la routine, l'absentéisme. Des prêtres deviennent des commerçants ou guérisseurs. Les problèmes d'argent prennent le pas sur les tâches apostoliques. On abandonne les prêtres qui parlent, mais on ferme les yeux sur le*

16 Fabien Eboussi Boulaga, op. cit. pp. 286-287

17 Fabien Eboussi Boulaga, *A contretemps : l'enjeu de Dieu en Afrique*, p.7

concubinage de ceux qui restent. »¹⁸

Critique sans complaisance, Fabien Eboussi Boulaga amorce toujours des perspectives, notamment sur la direction que doit prendre « la marche des chariots » selon cette expression de Francis Fukuyama : « Les tâches en vue d'un autre commencement s'énoncent d'elles-mêmes. Les chrétiens d'Afrique doivent se concerter pour se donner un projet à la mesure des attentes et des aspirations du continent. Il faut libérer la créativité populaire, renoncer à régenter le peuple, mettre à sa disposition l'information dont il a besoin pour produire lui-même son existence matérielle et spirituelle ». ¹⁹ Il faut inventer, pour nous même, nous devons exister : « Notre avenir n'est pas dans le passé d'autrui » dit-il dans *A contretemps*. Cette phrase fait déjà écho à une autre, quand il revient encore sur le Cameroun, dans *La démocratie de transit au Cameroun* :

La conscience que les Camerounais ont d'eux-mêmes, de ce qu'ils sont, de ce qu'ils peuvent faire, de ce qu'ils devraient être ou ne pas être, s'y déploierait à travers un dialogue à pôles multiples. On devrait dégager l'intentionnalité constituante sous-jacente à ces débats à même l'action, en résistant à l'impatience qui voudrait, au moyen de débris théoriques d'occasion ou de fortune, comprendre les acteurs mieux qu'ils ne se comprennent eux-mêmes. Peut-être verrait-on alors se dégager peu à peu la sphère normative des motivations et des raisons justificatives historiques et culturelles qui permettent de conférer une effectivité sociale aux règles, aux lois et aux institutions.²⁰

II. « FOULER HARDIMENT ET À DÉCOUVERT LE CHAMP POLITIQUE...UNE MANIÈRE D'APÉRITIF » : EBOUSSI BOULAGA ET LES TRANSITIONS DÉMOCRATIQUES

« Jean François Bayard me sollicite discrètement, depuis de longues années, à fouler hardiment et à découvert le champ politique. Grâce à ses encouragements, j'y viens, timidement, en boitant entre philosophie et journalisme »²¹. Par cette phrase, l'auteur de *la Crise du Muntu* avoue être lentement et tardivement venu vers la politique. Et assurément, *La démocratie en transit au Cameroun* et *Les Conférences Nationales souveraines en Afrique Noire- Une affaire à suivre* peuvent être considérées comme des œuvres de philosophie politique. Fabien Eboussi Boulaga reconnaît que « *la conférence nationale n'est pas une panacée* », « *elle n'est pas la potion magique* », « *elle n'est pas l'unique voie d'approche des problèmes africains de l'heure* »²². Il invite cependant à la

18 Ibidem.

19 Ibidem.

20 Fabien Eboussi Boulaga, *La démocratie en transit au Cameroun*, op.cit. pp. 10-11.

21 Fabien Eboussi Boulaga, *Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire. Une affaire à suivre*, op. cit. p. 6.

22 Op . cit. p. 15

considérer comme une instance de fondation. « *Des conférences nationales souveraines ont eu lieu. Elles ne sont plus de l'ordre de l'hypothèse d'école ou de la fiction d'une expérience de pensée...Il convient de les confronter à présent à la réalité native dont elles prétendent être la pensée* »²³. Il insiste encore : « *Phénomène social total, elle est le lieu géométrique où les plans et les problèmes s'entrecroisent. Les discerner, les démêler, telle est la tâche de la pensée élucidante, celle « qui naît d'événements de l'expérience vécue et doit leur demeurer liée comme aux seuls guides propres à l'orienter* »²⁴. Enfin, « *instance inédite* », il faut « *l'enraciner, de peur qu'il ne tombe dans l'oubli ou dans l'insignifiance* ». ²⁵ Dans le texte publié en 1993 qu'il considère comme un « *appétitif* »²⁶, il lance aux chercheurs un appel à « *un programme de recherche plus ambitieux, en trois axes*²⁷ :

- Rassembler en un corpus exhaustif, les textes et documents des conférences nationales souveraines,
- Le corpus comprendra les textes et documents, les actes, les dépositions, les rapports des Commissions et comprendra en annexe, les journaux de la période, les témoignages oraux et écrits, en vue d'appréhender la genèse, le déroulement et les enjeux de ces « *palabres africaines* »²⁸,
- Mettre en place un collectif interdisciplinaire pour soumettre le corpus à « *des analyses et des interprétations instruites* » à l'aide des lumières de l'historiographie, de l'anthropologie et de la sociologie, de l'économie et de la politologie, de la littérature, de la théologie et de la philosophie,
- Un ouvrage de synthèse et de prospective sur la base de ces travaux donnant lieu à un « *débat rationnel d'envergure sur le destin de notre continent.* »²⁹

Ce travail de recherche plus complet, qu'il appelle de tous ses vœux et pour lequel *Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire - Une affaire à suivre* est un avant-goût, « une sorte d'apéritif », lui paraît une entreprise essentielle à laquelle il invite prioritairement les chercheurs africains. Les Conférences nationales doivent être « *l'objet de « savantes explorations » ou de « voyages philosophiques* ». ³⁰. Ainsi l'œuvre qu'il considère comme « un apéritif », s'inscrit dans la perspective d' une « *exploration savante* », une œuvre philosophique, de la philosophie politique. Et comme il le précise, il vient lentement à la politique, « timidement, en boitant entre philosophie et journalisme ».

23 Op. cit. 137

24 Op. cit. p. 10

25 Op. cit. p. 137

26 Op.cit. p.8

27 ibid.

28 Op. cit. p. 7

29 Op. cit.p. 8

30 Op. cit. p. 11.

Ce procédé correspond parfaitement à sa conception de l'œuvre philosophique qui ne saurait se détacher du réel, de ce qui est.

La prise en charge par la pensée de notre expérience évite de lui imposer une conception qui lui est étrangère. Nous explicitons plutôt sa structure interne, sa logique immanente. C'est à partir de l'une et de l'autre qu'il nous est loisible d'émettre des critiques, de mettre en demeure l'action entreprise à être plus rigoureusement fidèle à elle-même, à ses intentions et tendances profondes, à aller jusqu'au bout d'elle-même. Pour qui s'immerge de la sorte dans le flux de l'actualité pour en dégager le sens, la « normativité » implicite, c'est, dans certaine mesure, « joindre son existence à la totalité du moment historique et rejoindre un monde en contribuant à l'élaborer.³¹

Plus loin, le texte précise encore davantage la méthode :

Le recours à l'arrêt de tout pour faire place aux histoires de souffrance, pour nommer l'innommable et en faire le point de départ de la reconstruction ou mieux de la fondation d'une communauté politique, telle me paraît la révélation décisive de l'expérience de ces assises sans pareil. Il importe de l'exprimer dans toute sa force, d'en faire percevoir la portée universelle, afin d'en retirer des consignes méthodiques et des pratiques essentielles. Il n'y a rien de plus urgent que de s'interrompre pour prendre la mesure du cataclysme africain qui dure depuis des siècles et qui se précipite. Il est fait de déportations, de travaux forcés, d'exécutions, de calamités induites par l'avidité ou l'irresponsabilité des hommes, de l'indignité de la dépendance, de la mendicité et de la servitude. L'annihilation peut se trouver au terme d'une telle trajectoire. Cette histoire à l'envers s'est faite au nom et avec les moyens et les institutions de la « civilisation ». En même temps, cet ouvrage n'eût pas été aussi dévastateur, aussi intégral, sans complicité, à chaque phase de son développement. Chaque fois, nous avons échangé nos vies contre de la pacotille ; chaque fois, nous n'avons tenu compte que des intérêts immédiats de notre groupe restreint, obnubilés, chacun, par les divinités archaïques de sa tribu. Aujourd'hui comme hier, ce qui nous est arrivé ne s'articule pas en une histoire de souffrance publique qui soit, non pas un objet d'enseignement « scolaire », mais partie constitutive de notre être, de notre « moi réflexif », conditionnant et façonnant notre compréhension et de nous-mêmes et du monde.³²

Il s'agit là ni plus ni moins qu'une critique sociale radicale des conditions de l'aliénation, de la domination, de la souffrance. Cette condition ne sera dépassée dialectiquement que par le récit et l'analyse des souffrances dans la continuité des débats des Conférences Nationales, en vue de reconstruire une communauté politique libérée de la servitude, de la dépendance. Pour Eboussi Boulaga, c'est ce travail qui est à faire, qui est « à suivre ». Et il en parle comme d'une révélation : « la révélation décisive de l'expérience de ces assises sans pareil. « A suivre »! Mais comment encore ? Une analyse croisée des

31 Op.cit. p.10.

32 Op. cit. pp. 25-26

deux textes cités ci-dessus permet de comprendre les contours de la méthode. Eboussi en livre la méthode dans plusieurs passages diversement distribués, d'un texte à l'autre. Que dit-il dans *Les conférences Nationales Souveraines en Afrique- Une affaire à suivre* ?

Il s'agit de parvenir à la maîtrise réflexive de ce qu'on fait, d'être en mesure de se prononcer sur sa valeur et ses limites, de se juger soi-même. La mise en question radicale, la dissolution des croyances, des modes de vie et des institutions ont été faites pratiquement par ce que nous avons appelé le cataclysme africain. Il faut maintenant l'assumer au plan de la réflexion, lui donner l'armature conceptuelle et narrative qui les protègent de l'insignifiance et qui les rendent disponibles pour la tâche de la reconstruction. Le principe de celle-ci est d'inscrire la liberté dans la nécessité, l'objectivité des institutions, sous la forme de pratiques significantes de l'agir quotidien, de la vie ordinaire. Les organisations et les systèmes se voient assigner la vocation de faire apparaître l'initiative et la destination humaine de leurs structures et de leurs procédures, de s'exhiber en forme de parole et de liberté, mais au moyen de dispositifs efficaces, de leur mise en relation exhaustive.³³

Il est illusoire de penser que Les Conférences Nationales si souveraines qu'elles soient suffisent en tant que tel pour la fondation. Elles ont été une amorce, elles initient la réflexion appelée à se poursuivre dans une approche critique, conceptuelle. Si « la mise en question radicale » a été faite par Les Conférences Nationales, il faut désormais assumer ce premier travail à travers le développement conceptuel nécessaire à la reconstruction. Ce qui ne fut pas fait depuis trente et un an que ses assises se sont tenues. Ce travail de réflexion, de reconstruction, « de refondation » (ce mot est à la mode en Afrique de l'ouest, à travers les crises au Mali, au Burkina et en Guinée). Il faut penser des systèmes et des institutions adaptés, autonomes et efficaces. Cela passe nécessairement les réformes en profondeur de notre système démocratique à l'aide de constitutions qui ne produisent pas des institutions superposées à la réalité mais qui prennent en compte les données de la réalité dynamique celle des acteurs, là où ils se sont, dans leur positionnement, dans leur système de pensée, dans leur agir. C'est tout le sens de l'appel de Eboussi Boulaga.

« A suivre », Eboussi Boulaga ajoute encore :

Il est indispensable de mener des discussions et des travaux soutenus qui proposent une critique et une refonte radicales des appareils, de manière que nous ayons un droit de la liberté, une économie de la liberté, une culture et une éducation de la liberté. Une fondation de la liberté n'est qu'à ce prix (...). En fait, le défi à relever est de conjindre raison et rationalité, liberté et efficacité. Il faut alors reprendre les choses à la racine³⁴.

La machinerie de déshumanisation et de mort, de mal indicible pour le mal » doit être l'horizon de toute pensée et de toute action qui se veut historique et politique, qui veut se mesurer à la réalité du monde tel qu'il est, c'est-à-dire au produit d'une

33 Op. cit., p.174.

34 Op. cit., 175

histoire dont la nôtre est exactement le revers. Bien plus, pensée et action doivent entretenir des rapports intrinsèques avec cette abomination. C'est à partir d'elle qu'il faut engager la déconstruction des traditions, des principes, des institutions qui ont subi, entre-temps, un gauchissement systématique. C'est à partir d'elle qu'il faut entreprendre leur reconstruction générale, la reconceptualisation de notre univers mental, la refonte des attitudes et des catégories, tout ensemble.³⁵

Ces extraits éclairent suffisamment la méthode de Eboussi Boulaga. Il n'y a de remède que la pensée critique, le travail philosophique de déconstruction et de reconstruction pour créer les conditions de la liberté. Mais s'il en appelle à la pensée critique, sans laquelle, la liberté est illusoire. Après la mise en place des institutions issues de la reconstruction, Boulaga invite ensuite à faire le suivi à l'aide de ce qu'il appelle « une approche institutionnelle ». Ici le suivi est synonyme d'évaluation des progrès dans la construction des systèmes et des institutions démocratiques. Cette approche est expliquée dans *La démocratie de transit au Cameroun*. L'approche institutionnelle y est présentée sous la forme d'un « impératif hypothétique » formulé comme suit :

Puisque la « démocratie » a été adoptée en principe et par principe, comme visée, comme critère de jugement et condition de validation des actions publiques, il faut présenter les faits et gestes de ce laps de temps à la lumière de ses valeurs et de ses exigences, de son développement et des obstacles qui la contrarient, dans sa lettre tempérée par son esprit. C'est poser que la démocratie n'est pas une nébuleuse, mais une idée régulatrice qui indique une direction connue et connaissable ne serait-ce que de manière formelle et négative. Elle permet à tout le moins d'écarter ce qui, en aucun cas, ne saurait se prévaloir d'être une manifestation, un comportement « démocratiques », même si on leur trouve des circonstances atténuantes, des excuses valables. C'est son champ d'attraction qui sélectionne et profile les faits pertinents selon la dynamique de la fin à poursuivre et du résultat à obtenir.³⁶

Il faut évaluer les progrès dans le fonctionnement des institutions, dans l'agir des acteurs, dans les impacts sur la vie des populations, dans la marche pour l'éradication des « souffrances », la libération des chaînes de « la dépendance ». La démocratie est définie par Boulaga comme critère de jugement et condition de validation des actions publiques, il la considère comme une idée régulatrice, on peut donc dire qu'elle est le baromètre des progrès dans la construction de « l'économie de liberté », « de la révolution copernicienne ».

Selon l'approche de l'analyse institutionnelle, il n'est pas requis de supposer à la démocratie des antécédents qui puissent en être les conditions nécessaires et suffisantes, positives ou négatives, qui puissent rendre compte de son développement heureux ou de son échec, antérieurement ou indépendamment des dispositifs institutionnels qui l'instaurent. La démocratie est, en effet,

35 Op. cit. pp. 26-27

36 Fabien Eboussi Boulaga, *La démocratie de transit au Cameroun*, op. cit. p. 7.

une création de « l'action consciente de ses fins, de ses moyens et de ses conditionnements. Celle-ci est un dynamisme intégrateur qui enveloppe les conditions de sa propre émergence et a pour tâche de se réapproprier progressivement, dans son déploiement effectif, la totalité de ses conditions ». C'est à l'intérieur des structures opérationnelles que se développe un ethos civique qui reprend et recompose les mentalités, la culture, les traditions, les historicités comme ses conditions nécessaires mais non suffisantes. Hors de ce cadre, ces éléments prennent les allures d'hypostases, d'entités métaphysiques, transcendantes. Elles se muent, sur le plan de la compréhension en catégories contemplatives qui conduisent au renoncement et à la résignation face à ce qui ne dépend pas de notre action. Le plus souvent, leur défaitisme se camoufle sous le gradualisme d'un long terme indéfini du changement de mentalités grâce à la prédication morale et aux techniques d'influence et de « sensibilisation » ou à la « longue durée » propre aux changements des civilisations matérielles. L'erreur est une fois de plus de confondre les conditions aux causes ou avec le fondement de parler de substance là où il est question de règles, de procédures, de dispositifs et d'arrangements institutionnels.³⁷

Le fait que pendant soixante ans d'indépendance, on a pensé que la démocratie requiert des antécédents est l'une des causes du retard du développement politique sur le continent. Les premières expériences démocratiques ont été rapidement mises entre parenthèses après les indépendances. Se sont succédés des régimes civils autocratiques avec les partis uniques et des dictatures militaires répressives. La notion de l'âge générationnel dont parle Huntington pour le développement et le renforcement des institutions dans le temps a été occulté. On a pensé qu'il fallait d'abord le développement économique avant les libertés politiques, et pour cela, il faut discipliner les citoyens par la force et par l'imposition des règles. On a oublié que c'est la liberté qui conduit les actions humaines efficaces, on a oublié que l'économie est la fille de la liberté sur le long terme. La démocratie est une construction collective qui n'a pas besoin d'antécédents mais qui repose sur un principe majeur : l'auto-législation, l'autonomie et l'autoévaluation qui inscrit le développement et le renforcement des institutions dans le temps.

L'approche de l'analyse institutionnelle, quant à elle, semble simple mais à l'examiner de près, elle suppose que le travail de reconstruction et de reconceptualisation a réussi à fonder un système démocratique fonctionnel parce que construit du dedans, « autonome » et « adapté »³⁸. Mais cette question de l'adaptabilité et de l'autonomie d'un système politique issue des Conférences Nationales est abordée par Eboossi Boulaga à la fois dans *La démocratie de transit au Cameroun* et *Les Conférences Nationales Souveraines*. Le système politique mis en place n'est pas le produit d'« un travail sur soi » et « les lois ne sont pas l'objet d'une grande vénération et s'intériorisent ni par le savoir ni par la pratique ».

37 *Ibid*, p. 10.

38 Samuel Huntington développe les 5 principes de l'institutionnalisation politique in *Political Order in Changing societies*: l'adaptabilité, l'autonomie, la flexibilité et la complexité. Ces principes doivent commander toute forme de législation ou de développement d'un système politique.

III. LES QUATRE « THÉORÈMES DE LA DÉCHÉANCE » POLITIQUE EN AFRIQUE.

Fabien Eboussi Boulaga a déjà réaffirmé que les Conférences Nationales ne sont pas la panacée. Mais elles constituent un moment, une opportunité de fondation, c'est cela leur crédit, leur justification, « leur raison d'être ». Dans la deuxième partie du livre *Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire. Une affaire à suivre*, il consacre un chapitre à ce qu'il appelle les « théorèmes de la déchéance ». Au nombre de quatre, ces théorèmes expliquent les causes et les racines de la crise de l'Etat africain, ce qui justifie à ses yeux, la tenue de l'évènement inédit en Afrique, sa « raison d'être » :

- **Premier théorème : Les indépendances africaines ont été la ratification et la reconduction d'un régime d'hétéronomie.**

Le premier théorème est celui de l'inadaptation des systèmes politiques ou des institutions légués par les indépendances. Le système politique est un régime d'hétéronomie dit-il, avec des constitutions et une organisation administrative, juridique, législative, militaire inadaptées et qui sont la simple reproduction des pays modernes :

Dans la mise en place des institutions, l'unique préoccupation fut d'avoir l'aval de la « communauté internationale », en se dotant pour la forme de l'ensemble des appareils et des symboles des « Etats modernes ». On recopia les constitutions, les organisations administratives, juridiques, législatives et militaires de l'un ou l'autre pays « avancé ». Le mode d'approuver ces produits et d'y acquiescer fut prescrit. A la tête de cette machinerie importée, on plaça ceux qui par leur formation se rapprochaient du maître, ceux qui étaient jugés dignes de lui succéder et de sauvegarder les idéaux et les intérêts de la « civilisation universelle ». Se sentant novices dans les arcanes de la rationalité et de la modernité, les princes africains s'entourèrent de cautions, sous la forme d'accords en tous les domaines, ainsi que d'experts et de conseillers. Vis-à-vis de leurs administrés, l'attitude de base est inchangée : ils doivent être instruits, éduqués, voire dressés. Des populations arriérées, ignorantes, engluées dans des croyances et des pratiques qui sont autant d'obstacles au progrès, sont promptes à la violence irrationnelle. Leur faible entendement ne comprend que le langage de la contrainte et ne « respecte » que la force, le prestige qui en impose, le chef qui commande sans appel, tout seul et qui châtie lourdement. Elles n'ont pour rôle que d'aider les hommes d'autorité à réaliser leur noble et exaltante mission qu'est le développement ou la construction nationale. Les administrés sont au service de l'administration, de la rationalité en acte que constitue l'ensemble des institutions politiques, et l'irrationnel à extirper est entièrement du côté de la société africaine et de ses indigènes. Les méthodes de coercition seront donc maintenues et indéfiniment aggravées.³⁹

A observer de près la réalité, il est facile de constater que l'Etat issu des indépendances a maintenu intact le système de gestion et de gouvernance de

39 Fabien Eboussi Boulaga. *Les Conférences Nationales*, op. cit. p.p. 96-97.

l'administration coloniale produisant ce que Bertrand Badie a appelé l'Etat importé⁴⁰, mais qui nous semble plutôt être un état hybride qui ne reproduit ni le modèle à jour de l'Etat occidental avancé, ni un système original issue d'une réflexion et d'un projet collectifs. C'est ce qui a fait dire à Fabien Eboussi Boulaga qu'il s'agit d'un régime d'hétéronomie. Ainsi les indépendances n'ont pas été l'opportunité d'une construction politique sur la base des réalités endogènes et des besoins des sociétés africaines.

- **Deuxième théorème : l'hétéronomie idéalisée transforme les colonies en Etats idéologiques :**

Que se passe-t-il quand les pays africains reproduisent les formes et les appareils des administrations, des gouvernements et des Etats occidentaux, se demande Eboussi Boulaga ?

En les apposant sur des territoires constitués du dehors par des puissances impériales, on croit à leur changement qualitatif, à une différence de nature entre hier et aujourd'hui. La parole qui proclame l'indépendance, dans les formes et selon les rites, accomplit le miracle de la transsubstantiation, l'incarnation d'une réalité d'un ordre supérieur, intemporel, invisible dans une nature inférieure, visible, temporelle, qui conserve toujours ses apparences intactes. Tel est le geste inaugural d'aliénation fondatrice qui élève des formes, historiquement « devenues » ou développées en vue de résoudre des problèmes et d'affirmer une exigence, à la transcendance de principes intemporels situés au-dessus et hors de soi et qui cependant sont ou doivent être constitutifs de soi. Il ouvre le champ à un régime de dualisme axiologique aux contradictions insurmontables ainsi qu'aux paradoxes de ce qui est faux ou irréel, quand il est vrai ou réel, et de ce qui vrai et réel quand il est ou se croit faux et irréel. Dans la pratique, ce geste entraîne une violence sans fin, induite par la nécessité de se faire ou de se construire du dehors, avec pour norme le fait accompli ailleurs de ce qu'on doit devenir encore, de son idéal. Une caractérisation même schématique de cette idéologie doit être orientée par la question hébétée, initiale, de savoir comment elle a autorisé, justifié, rendu possible par sa puissance d'aveuglement la faillite humaine sans nom que nous expérimentons. Cette définition doit présenter les « postulats du mode gouverner ou de politiser africain ». Le monde « fantastique » qu'ils déploient et constituent accueille les Africains, dès qu'ils adoptent le dispositif institutionnel formel de la société et des Etats nationaux de l'Occident. Ils s'approprient fictivement, dans l'imaginaire, la civilisation entendue comme la rationalité en acte. Elle se livre à eux comme une seconde nature, « une totalité de lois, de règles, de modèles ou de structures, de processus ou de procédures, d'institutions qui la constituent en un vaste programme codé, ou une immense combinatoire ou une énorme machine aux fonctions et aux possibilités multiples: c'est la rationalité en acte, elle existe.⁴¹

40 Bertrand Badie. *L'Etat importé. L'occidentalisation de l'ordre politique*, Fayard, 1992.

41 Op. cit. p.p. 98-99.

- **Troisième théorème : L'Etat fétichiste sans prise sur la réalité est structurellement mensonge et violence meurtrière :**

Inadapté, incohérent et dépendant, le système politique mis en place produit d'abord un mensonge. Il n'y a pas de continuum ou de cohérence entre l'Etat dit indépendant et la communauté historique. Ce qui a été le cas des systèmes politiques en Europe. Il explique ici en quoi consiste le mensonge d'un modèle d'Etat porteur de violence meurtrière :

L'Etat postcolonial s'est installé dans le fétichisme institutionnel en prenant les formes qui sont sa mise en œuvre, la manifestation qui lui donne corps pour le principe ou la puissance politique. Il a par-là créé un monde politique renversé où la puissance qui est principe procède du pouvoir qui est forme ou dérivé, où c'est le pouvoir dans ses formes qui limite désormais la puissance originale du politique... Il scinde l'état de la communauté historique dont il est l'organisation, la constitution de l'opération ou de l'action collective qui la produit comme résultat. Il se contente d'aller recopier, en les réaménageant, des textes qui sont la trace d'un travail accompli sur eux-mêmes par d'autres peuples en d'autres temps ». ⁴² « En se constituant en un appareil symbolique dans l'abstraction et la méconnaissance de l'infrastructure des relations effectives des hommes entre eux, dans le conflit, la compétition ou la coopération pour la production des biens, l'acquisition et la transmission du savoir, des emblèmes du pouvoir, l'Etat postcolonial s'institue dans une discordance entre ses prétentions et son être véritable. Il n'est pas le fait du peuple dans sa réalité et son hétérogénéité historique concrètes, mais un bloc erratique, absolu, sans références ni ancrage dans la substance éthique et culturelle. Il est de la sorte un monde à la fois irréel et arbitraire, rêvé, qui résout ses contradictions au moyen de fictions. L'une de celles-ci est le chef totémique. Il a les apparences d'un être réel, concret, empirique. En fait, c'est un personnage truqué, exilé dans la plus grande séparation de ce qu'il est censé représenter. Concentration de l'arbitraire et de l'extériorité, il est l'extérieur de l'extérieur, le rêve d'un rêve, avant de devenir la débâcle du système, « l'homme en trop », « le parasite, le nuiseur numéro un. ⁴³

- **Quatrième théorème : l'Etat fétichiste est une rechute dans l'Etat (état) de nature.**

Ce quatrième théorème consacre la rupture du contrat social et plonge le citoyen dans l'Etat de nature qui selon Boulaga le met à la merci de la volonté du maître. La suite est connue dans tous les Etats africains : un monolithisme politique, une gouvernance

42 *Ibid.* p.102

43 Fabien Eboussi Boulaga. op. cit. p.104-105.

autoritaire, fermée, une relation de maître à sujet entre les dirigeants et les communautés qui n'ont aucun mot à dire, la privation des libertés et des droits élémentaires. Les régimes civils ou militaires qui se sont succédés n'ont aucune différence mais ils ont en commun, le rétrécissement des libertés, l'absence d'espace public, la suspension des libertés politiques acquises aux premières des indépendances, l'absence de liberté d'association. Le système mis en place a produit une société close. Il est donc facile de comprendre pourquoi, soixante après les indépendances, ce système n'a produit ni le développement politique avec des institutions fortes et stables, encore moins le développement économique qui en dépend largement.

La civilisation est la reconnaissance de la socialisation et de ses valeurs. Elle les élève au niveau de l'universel, instituant ainsi « la possibilité d'une opposition au pouvoir sur le droit », l'arbitrage d'une autorité qui dépasse les parties en cause, y compris l'Etat. Chez nous, on ne dépend que de la volonté des maîtres, sans autre recours. Une société retombée dans l'état de nature manque de contrepoids symboliques, de postulats moraux devenus normes de comportement pratiques qui sont comme l'autodéfense de son organisme contre elle-même, son fonctionnalisme excessif, le pouvoir, l'idéologie et bien d'autres aspects « qui rabaisent l'homme au rang d'un rouage sans âme de la machine sociale.⁴⁴

Sur la base de ces quatre « théorèmes de la déchéance politique », Boulaga démontre la justification des Conférences Nationales Souveraines et de l'ouverture des transitions démocratiques. Elles n'ont pas comme objet de prendre des décisions, comme il le dit, ou de mettre fin à la pauvreté immédiatement. Leur finalité est jeter les bases et les fondements d'un développement politique pouvant fonder un régime de la liberté à même de libérer de la faim et de la peur. « *La conférence nationale n'a pas à libérer de la pauvreté, de la misère ; elle n'a pas à répondre à celles-ci par la mise en place d'une société de bienfaisance générale, d'un Etat de providence. Elle veut fonder la liberté comme mode de vie ; elle ne peut esquiver l'obligation de poser les conditions d'une économie politique de la liberté* ». ⁴⁵ Contre la déchéance et la décadence de l'Etat africain, « *il ne faut pas moins qu'une totale inversion du cours actuel, une manière de « révolution copernicienne » mentale et pratique* ». Les Conférences Nationales avaient pour but d'amorcer le développement politique à même d'asseoir « *une économie de la liberté* ».

IV. EN GUISE DE CONCLUSION : LA « GRANDEUR » ET « FRAGILITÉ » DU COMMENCEMENT

Si l'Afrique renait à la démocratie à travers « Les Conférences Nationales », Fabien Eboussi Boulaga célèbre « l'indéfinissable grandeur des commencements » en tant qu'immense espoir pour des sociétés africaines qui ont subi deux périodes différentes de domination et de soumission. Les « quatre théorèmes de la déchéance » sont la parfaite

44 Ibid. p.p. 118-119.

45 Boulaga, *Les Conférences Nationales*. Op. cit. p. 146

illustration de l'état de déliquescence politique de l'Etat. C'est ce qui explique toute la ferveur attachée à l'événement dans tous les pays.

« Les conférences nationales se proposent de définir « les valeurs fondamentales de la Nation », de créer « les bases » d'un consensus, les « conditions nécessaires » à « l'instauration d'un Etat de droit ». Elles veulent réconcilier, restaurer la « confiance », la « crédibilité » ruinée par les violations des plus élémentaires droits de la personne humaine ». ⁴⁶ Par les moyens du dialogue et de la concertation, elles visent la construction du nouveau régime de libertés. Ainsi, elles sont, selon un acte libre et collectif :

La conférence nationale est, sous la forme d'une activité immanente de constitution, en même temps mise en œuvre de sa communicabilité et de sa transmissibilité. Elle prend en compte les facteurs qui donneront à ses directives leur efficacité sociale. Mieux, elle se donne comme simultanément à voir et à faire ou même à être. Qui reconnaît de tels fondements doit les effectuer. Ils nous impliquent dans l'action, dans leur reproduction en nous, dans la référence obligée à eux. Une société ne tient que par l'adhésion de ses membres à son système de normes, alors même que les individus ne s'y conforment pas toujours. Ils en acceptent le bien fondé et se laissent juger et condamner par lui. Ils n'en contestent pas l'autorité comme telle. Le système demeure effectif, dès lors « que l'on s'y réfère dans les appréciations portées sur les conduites et les décisions, que l'on juge les actions à partir de ce qu'il prescrit, et en particulier que l'on est prêt à reconnaître comme non éthiquement justifiés des actes qui seraient contraires à ses indications. ⁴⁷

Cependant si Fabien Eboussi Boulaga célèbre les Conférences nationales comme crédit et fondation, il ne tarde pas à analyser avec un regard micrologique « la fragilité » de ce « commencement », qui a pour noms le « déguisement des formes anciennes », l'usage « des langages existants », de « la langue des autres », le « manque d'expression propre », les « balbutiements » et les « incohérences » qui « l'exposent à la méconnaissance du grand nombre ». Ainsi malgré l'enthousiasme, il lui reproche de n'avoir pas respecté la double exigence de la déconstruction et de la reconstruction:

La négligence, l'absence de prise de conscience ou de prise en compte de cet impératif ont été aggravées par les circonstances de misère, de banqueroute économique et financière, d'endettement de l'Afrique. On a mésestimé ce qu'on faisait, on a ignoré la portée de ce qu'on accomplissait, n'en retenant que ce qui conformait aux idéologies régnautes, aux requêtes des puissances du jour. On a « fermé les yeux » sur certaines causes de notre désastre ; l'autocensure, en plus ou même à défaut de pressions déterminées, on a interdit l'émergence de certaines critiques, leur formulation explicite en tous leurs tenants et aboutissants. ⁴⁸

Les débats, le dialogue et la concertation sont restés à la surface et n'ont pas

46 Op. cit. p. 139

47 Op. cit. 163-164

48 Op. cit. pp. 173-174.

permis d'analyser en profondeur ce qu'il a appelé « les causes du désastre ». Fabien Eboussi Boulaga appelle à une « révolution copernicienne » en Afrique : fonder la liberté comme régime et comme mode de vie. L'autonomie et la liberté, dira-t-il, ne sont pas des « propriétés génériques de l'espèce humaine », ce ne sont pas des « définitions métaphysiques de l'être humain. Elles sont « une conquête de l'histoire de l'homme se faisant à travers ses œuvres, son travail ».

Ainsi trente (30) ans après Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique, on peut bien constater des progrès mais « la révolution copernicienne » reste encore à faire. Les fragilités ont pris le pas sur la grandeur et les objectifs assignés. Les institutions démocratiques rapidement mises en place dans l'espace-temps de l'événement des années 92, restent trop fragiles et peinent à être fortes ou solides. L'Afrique de l'ouest en particulier renoue avec des crises politiques et institutionnelles qu'on croyait résolues, avec des prolongations anticonstitutionnelles de mandat au Niger, en Guinée ou en Côte d'Ivoire ainsi que l'irruption encore de l'armée sur la scène politique. Les mouvements sociaux et politiques appellent à la refondation dans tous ces pays, comme pour dire que les fondations issues des Conférences doivent être rebâties. Vingt-cinq ans après *La démocratie de Transit au Cameroun*, l'Afrique semble toujours en transition.

Soixante après les indépendances, trente et un ans après l'événement inédit des Conférences Nationales Souveraines et l'adresse de Eboussi Boulaga dans *Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire, une affaire à suivre*, le continent ne semble pas tirer les leçons nécessaires pour renforcer ses institutions démocratiques. Mieux, les chercheurs africains et africanistes n'ont pas, non plus, fait le suivi que Eboussi Boulaga a demandé avec insistance. Il est donc tant que des chercheurs volontaires commencent ce travail, à travers la constitution d'un groupe de recherche que j'appelle de tous mes vœux. Il pourra s'appeler *Groupe de Recherche Eboussi Boulaga* ou comme on voudra. C'est la voie royale pour rendre hommage au philosophe camerounais et pour contribuer au développement politique en Afrique. Vaincre les « fragilités » en vue d'une résilience démocratique en Afrique, telle doit être la mission que nous devons nous fixer. La pandémie du COVID, la globalisation de l'économie, la guerre en Ukraine révèle à la lumière du jour la fragilité des institutions et des organisations mondiales à asseoir une « économie de la liberté ». L'Afrique est condamnée à trouver par elle-même, par l'auto-législation, les chemins de la liberté à travers en reconstruisant des institutions politiques démocratiques adaptées et autonomes, au risque de voir les fragilités mondiales la fragiliser encore davantage. Le réveil citoyen sans précédent dans tous les pays africains est un signe annonciateur du lever de soleil institutionnel.

BIBLIOGRAPHIE

Arendt, Annah, *Crise de la Culture*, Paris: Gallimard. 1972.

Boulaga, Fabien Eboussi. *La démocratie de transit au Cameroun*, L'Harmattan, 1997. 456 pages

Boulaga, Fabien Eboussi. *La crise du Muntu. Authenticité africaine et philosophie*,

Présence africaine. 238 p.

Boulaga, Fabien Eboussi. *Les Conférences Nationales Souveraines en Afrique Noire. Une Affaire à suivre*. Paris : Karthala. 2009. 229 pages.

Mbembe, Achille et Monga, Célestin. *Penser africain : raison, identité et liberté*. Interview de Fabien Eboussi Boulaga, Esprit, numéro 330 (12) Décembre 2006. Pp. 106-116 (11 pages). Editions Esprit.

Boulaga, Fabien Eboussi, *L'affaire de la philosophie africaine au-delà des querelles*, Editions Karthala. 2011.

Boulaga, Fabien Eboussi, *A contretemps. L'enjeu de Dieu en Afrique*, Paris. Karthala, 1991.

Boulaga, Fabien Eboussi, *Christianisme sans fétiches. Révélation et domination*, Paris. Présence Afrique. 1981, 230 pages.

Boulaga, Fabien Eboussi, *Ligne de résistance*. Yaoundé, Editions Clé. 1999. 296 pages.

Boulaga, Fabien Eboussi, Zinga, Valentin S. *Lutte contre la corruption. Impossible est-il camerounais ?* Yaoundé, Presses Universitaires d'Afrique. 2003. 71 pages.

Huntington, Samuel. *Political Order in Changing Societies*. 1965.

Mbembe, Achille et Monga, Celestin. *Penser africain. Raison, identité et liberté*. Interview de Fabien Eboussi. Esprit, numéro 330 (12) Décembre 2006. pp. 106-116. Editions Esprit. 11 pages

Kisudiki, Nadia Yala. Entretien avec Fabien Eboussi Boulaga, in *Poursuivre le dialogue des lieux*. CAIRN Info, 2014/2